

Avis émis par les représentants du personnel de la formation spécialisée santé, sécurité et conditions de travail (FS-SSCT)

■ Séance du 30 janvier 2024 :

Avis	Suites données par l'administration
<p>Dans les <i>orientations stratégiques ministérielles en matière de politique de prévention des risques professionnels dans les établissements supérieurs d'enseignement et de recherche</i>, de 2022, sont préconisés des « comités locaux d'intervention contre les violences sexuelles, discriminations et le harcèlement moral, et les agissements sexistes ». Depuis, a été mise en place à l'Université de Picardie ladite cellule RPS qui correspond, dans sa structure et dans ses intentions à cette recommandation validée en CHSCT ministériel.</p> <p>Cependant, dans l'annexe 1 du document cité plus haut, qui précise les conditions de mise en place de ces comités, il est bien préconisé que c'est « après l'avis de la CHSCT » que le « comité local d'intervention définit ses missions, sa composition, son périmètre d'intervention et son mode de fonctionnement ».</p> <p>Nous, membres de la FS-SSCT réunis le 30 janvier 2024 demandons au président de convoquer la FS-SSCT à seule fin de donner un avis sur la cellule RPS et ce, au maximum dans deux mois, ce qui correspond au délai de réponse à un avis par le président (Décret n°82-453 du 28 mai 1982 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique, article 60).</p>	<p>Ce qui correspond le mieux au sein de l'établissement à un « comité local d'intervention » tel que mentionné ci-contre (soit contre les actes de violence sexuelle, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes) est la cellule de veille contre les violences sexuelles et sexistes (VSS) de l'UPJV – cellule d'écoute et d'accompagnement des personnels et des étudiant.e.s victimes ou témoins de faits de harcèlement sexuel, d'agression sexuelle, de viol ou de tentative de viol, de LGBTQIA+phobies. À ce titre, le « protocole de lutte contre les VSS à l'UPJV » – précisant la composition et le fonctionnement de la cellule VSS, les modalités de recueil d'un signalement et d'accompagnement des victimes... – a été présenté en CHSCT, pour avis, le 27 septembre 2022 ⁽¹⁾.</p> <p>Le comité local d'intervention préconisé par les orientations stratégiques ministérielles (OSM) en matière de politique de prévention des risques professionnels dans les établissements supérieurs d'enseignement et de recherche des années 2022 et 2023 concerne la prévention des RPS – ce comité venant compléter les différents dispositifs de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement... La cellule RPS de l'UPJV, présentée en formation spécialisée SSCT, pour information, le 11 avril 2023, répond aux objectifs, missions et modalités de fonctionnement et de composition du comité local d'intervention en matière de RPS tels que définis par les OSM.</p> <p>Comme préconisé par les OSM, la formation spécialisée SSCT de l'établissement sera consultée, pour avis, sur cette cellule lors de la réunion de la FS prévue le 16 avril 2024.</p> <p>----- (1) : Avis favorable du CHSCT (5 voix pour, 1 voix contre, 3 abstentions).</p>
<p>L'article 74 du décret 2020-1427 du 20 novembre 2020 relatif aux comités sociaux d'administration dans les administrations et les établissements publics de l'Etat, établit qu'il est de la compétence des formations spécialisées de « proposer des actions de prévention du harcèlement moral, du harcèlement sexuel et des violences sexistes et sexuelles ».</p> <p>Afin de renforcer cette prérogative en matière de lutte contre les violences sexistes et sexuelles et toutes les formes de harcèlement et de discrimination (VDHMS), le MESR a recommandé, dans des <i>orientations stratégiques ministérielles en matière de politique de prévention des risques professionnels dans les établissements d'enseignement supérieur et de recherche</i>, datant de 2022, que soit désigné.e un.e référent.e VDHMS au sein de la FS-SSCT, parmi les représentant.e.s du personnel (OSM 2022, p.8).</p> <p>Cette préconisation est rappelée page deux des OSM de 2023, ainsi que le renvoi à l'annexe 2 de l'OSM 2022, qui précise les missions du/ de la référent.e.</p> <p>Parmi ces missions, il est précisé que le/la référent.e doit « être associé.e au suivi du fonctionnement et au bilan du dispositif de</p>	<p>Les risques psychosociaux (RPS) sont « les risques pour la santé mentale, physique et sociale, engendrés par les conditions d'emploi et les facteurs organisationnels et relationnels susceptibles d'interagir avec le fonctionnement mental »⁽²⁾. Ils correspondent notamment à des situations de travail où sont présents, combinés ou non, du stress, des violences internes commises au sein de l'établissement (conflits exacerbés entre personnes, harcèlement moral ou sexuel, agissements sexistes, discriminations...), des violences externes commises par des personnes externes à l'établissement (insultes, menaces, agressions...), etc. Ces risques peuvent être induits par les activités elles-mêmes ou générés par les organisations et les relations de travail.</p> <p>La constitution de « cellules » spécifiques pour les RPS et les VSS permet de traiter de façon distincte ces questions en ne les "diluant" pas parmi les autres facteurs de risques psychosociaux organisationnels.</p> <p>Les orientations stratégiques ministérielles (OSM) en matière de politique de prévention des risques professionnels dans les</p>

<p>signalement, de traitement et de suivi des actes de VDHMS et d'agissements sexistes mis en place au sein de l'établissement » (OSM 2022, p.10).</p> <p>Nous, membres de la FS-SSCT réunis le 30 janvier 2024, demandons à ce que l'établissement se mette au plus vite en conformité avec les préconisations de la tutelle en :</p> <p>1°) organisant au plus vite la désignation du/de la référent.e VDHMS parmi les représentant.e.s du personnel de la FS-SSCT d'établissement ;</p> <p>2°) mettant à la discussion de la FS-SSCT les dispositions que l'établissement compte prendre pour que le/la référent.e VDHMS dispose en temps et en heure de toutes les informations nécessaires au suivi du dispositif de signalement, de traitement et de suivi des actes de VDHMS et d'agissements sexistes mis en place au sein de l'établissement, notamment la cellule de veille sur les violences sexistes et sexuelles et la cellule RPS, les VDHMS constituant un ensemble de risques psycho-sociaux.</p>	<p><i>établissements supérieurs d'enseignement et de recherche des années 2022 et 2023 préconisent en effet la désignation d'un.e référent.e pour les questions de violences, de discriminations, de harcèlement moral ou sexuel et d'agissements sexistes au travail désigné.e parmi les représentants du personnel au sein de la formation spécialisée SSCT.</i></p> <p><i>À cet effet, la désignation de ce.tte référent.e est inscrite à l'ordre du jour de la séance de la FS-SSCT programmée le mardi 16 avril 2024.</i></p> <p><i>Les moyens de l'établissement nécessaires pour mettre en œuvre les missions attachées au / à la référent.e seront traités lors de la réunion de la FS-SSCT programmée le mardi 2 juillet 2024.</i></p> <p>-----</p> <p><i>(2) : Selon la définition de référence des RPS retenue dans le cadre du protocole d'accord relatif à la prévention des RPS - Rapport du collège d'expertise sur le suivi statistique des risques psycho-sociaux au travail présidé par Michel Gollac en date du 11 avril 2011.</i></p>
<p>Nous, membres de la FS-SSCT, réunis le 30 janvier 2024, demandons à ce qu'une séance soit consacrée à la présentation du travail réalisé par les cellules RPS et VSS concernant les signalements d'agressions sexuelles.</p>	<p><i>Le fonctionnement et les actions réalisées par la cellule RPS et la cellule VSS de l'établissement font l'objet d'un bilan présenté au moins une fois par an en formation spécialisée SSCT.</i></p> <p><i>En 2023, le bilan de la cellule VSS a été présenté lors de la réunion de la FS-SSCT du 11 avril 2023 et du 5 décembre 2023 pour le bilan de la cellule RPS.</i></p> <p><i>Pour 2024, la présentation du bilan de la cellule VSS sera inscrite à l'ordre du jour de la séance de la FS-SSCT programmée le 2 juillet 2024. Pour le bilan de la cellule RPS, la présentation devrait intervenir en décembre 2024 (sachant que le calendrier des instances au titre du 2nd semestre 2024 n'est pas arrêté à ce jour).</i></p>
<p>Nous, membres de la FS-SSCT, réunis le 30 janvier 2024, demandons à ce que l'Université accompagne la victime de l'agression sexuelle, signalée le 28/01/2024, dans ses démarches juridiques, dépose plainte en tant qu'établissement de l'enseignement supérieur et se porte partie civile.</p>	<p><i>Comme indiqué lors de la réunion de la formation spécialisée SSCT du 30 janvier 2024, la directrice du Service de Santé Universitaire (SSU) et la déléguée à l'égalité Femme / Homme de l'UPJV ont pris contact avec l'étudiante concernée dès le 27 janvier 2024 pour lui proposer d'être accompagnée par les services ad hoc de l'établissement. L'accompagnement juridique par l'UPJV fait partie des aides proposées.</i></p> <p><i>À ce jour, cette étudiante n'a pas donné suite à l'assistance de l'UPJV (SSU, DAGIJ...). Et dans le cas où l'intéressée aurait effectué un dépôt de plainte, les services concernés de l'établissement n'en ont pas été informés.</i></p> <p><i>Concernant l'obligation prévue à l'article 40 alinéa 2 du Code de procédure pénale, un signalement a été effectué par l'établissement auprès du procureur de la République territorialement compétent.</i></p>
<p>Nous, membres de la FS-SSCT, réunis le 30 janvier 2024, constatons que tous les dysfonctionnements (intrusion, exhibitionnisme d'un individu, agression de vendredi 26/01/2024) depuis la rentrée de septembre 2023 ne nous ont pas été signalés. Nous demandons qu'une enquête établisse pour quelles raisons nous n'avons pas été saisis de ces faits par les moyens appropriés. Et demandons qu'on nous fasse un état de ce qui a été mis en place en réponse à tous ces faits.</p>	<p><i>Comme précisé lors de la réunion de la formation spécialisée SSCT du 30 janvier 2024, tout fait signalé à la direction de l'établissement est remonté aux autorités compétentes dès connaissance de ce fait et traité en conséquence par les services compétents de l'université et selon les procédures de signalement ad hoc. Et l'établissement s'attache à communiquer à la formation spécialisée tout évènement similaire à celui du 26 janvier 2024 susceptible d'impacter la santé et la sécurité des agents, ainsi que les mesures prises.</i></p>

Amiens, le 27 mars 2024



Le Président de l'Université
de Picardie Jules Verne

Pr. Mohammed BENLAHSEN